

# « Il nous faut éveiller les consciences »

SOCIÉTÉ Jean-Pascal Labille croit dans un sursaut citoyen

► Le patron de « Ceci n'est pas une crise » revient sur l'enquête Noir Jaune Blues.

► Il fait le pari d'une société nouvelle portée par les renaissances et un mouvement citoyen.

## ENTRETIEN

Jean-Pascal Labille, président de Ceci n'est pas une crise, est un des initiateurs de l'enquête « Noir Jaune Blues » version 2017 (lire ci-contre). Il la reforme en disant son ambition de voir éclore un nouveau mouvement citoyen.

**Pourquoi votre fondation a-t-elle financé cette enquête ?**

Notre Fondation veut être un agitateur d'idées. L'enquête nous donne une base scientifique intéressante pour examiner des questions identitaires dont on pressentait qu'elles envahissaient tout l'espace public. Au-delà des chiffres, nous voulions analyser le système qui amène ces changements et esquisser une réponse à la question : « quelle société voulons-nous ? »

**D'abord, une société qui en finit avec la crise ?**

Nous ne sommes pas en crise : une crise postule qu'à son terme on revient à l'état précédent

or cette fois les mutations sont telles qu'on est face à un basculement. Dans ce contexte, nous voulons être des éveilleurs de conscience, faire savoir qu'un autre monde est possible.

**Possible alors que l'enquête met en lumière le racisme ambiant ?**

Je ne pense pas que la société belge soit raciste. On est face à un défi éthique et moral qui découle de l'effritement de la confiance dans les grandes structures sociales telles que la police, la magistrature, l'église, la presse, le politique... celles-là même qui

protégeaient et donnaient, verticalement, une ligne de pensée. En donnant une réponse identitaire à des problèmes socio-économiques, c'est comme si des acides avaient dissous les charpentes de la société actuelle. Ces acides, ce sont la domination de la sphère financière et l'extraordinaire développement des médias horizontaux qui créent des individus plus autonomes mais aussi plus vulnérables. Des peurs ont envahi les esprits, exacerbées par les attentats. En conséquence, les gens se referment sur leur communauté, leur cocon protecteur.

**La solution, c'est de travailler sur ces peurs ?**

Nous sommes à un tournant. Les gens ont envie de vivre autre chose. Il nous faut désormais donner une caisse de résonance à toutes ces associations, toutes ces personnes - que l'enquête a qualifiées de renaissances - qui nous

montrent qu'un autre monde est possible. Pour y parvenir, il nous faudra éveiller les consciences, faire de la contagion culturelle. Il nous faudra aussi construire un nouveau rapport de force qui institue une société davantage inclusive.

**Cela passe par une réaction politique, citoyenne ?**

Les deux ! Une des priorités c'est de s'intéresser à ceux qui se sentent abandonnés (même si le système les prend bien en charge). On avancera sur cette piste en évitant trois pièges. Le déni de ce qui va mal : nier l'existence de travailleurs pauvres par exemple c'est alimenter leurs peurs. La facilité de désigner un

bouc émissaire : l'objectif de la fondation c'est de démonter cette rhétorique propre aux populistes. L'immobilisme : en restant sans réponse face aux inégalités on crée le terreau où germent les mouvements identitaires.

**Comment agir concrètement ?**

Il faut passer à l'action, expliquer à la plus large majorité pourquoi changer de société. Il faut mettre en lumière les expériences qui fonctionnent (que le film Demain a révélées par exemple),

faire de la contagion culturelle. Face au défi actuel il y a deux chemins : la fermeture et la renaissance. Avec la Fondation, je choisis le second car ce n'est pas en se refermant qu'on construira une société où chacun a sa place. Nous avons d'autres ambitions collectives que de punir les pauvres en enrichissant les nantis et d'autres libertés que celle de choisir entre deux produits de consommation.

**Tout ceci préfigure-t-il la naissance d'un nouveau mouvement politique ? Allez-vous le fédérer ?**

Ce n'est pas l'objectif. Mais des mouvements citoyens se développent témoignant d'une mobilisation et de l'envie de bouger les lignes... Mon ambition, c'est de travailler à mettre en lumière et à connecter ceux et celles, individus ou associations, qui pensent qu'un autre chemin est possible. C'est de faire en sorte ensuite que leurs exemples soient contagieux sans réponse face aux inégalités on crée le terreau où germent les mouvements identitaires. ■

Propos recueillis par  
ERIC BURGRAFF

# Didier Gosuin « Nous, politiques, sommes en échec »

Il voulait réagir. Didier Gosuin (Défi), ministre bruxellois de l'Économie et de l'Emploi, a sollicité la rédaction du *Soir*, suite à la publication de l'enquête « Noir Jaune Blues ». Et il faut admettre qu'il est à peu près... le seul homme politique à l'avoir fait. Mis à part les quelques tweets le jour de la première publication et les réactions un peu « encouragées » par notre service politique, les mandataires politiques ne se sont pas pressés au portillon.

Il est vrai que ce sondage les traitait avec assez peu d'égards. Y répondre imposait donc pour un politique de balayer franchement devant sa porte.

« Incontestablement nous avons une responsabilité, tranche d'emblée Didier Gosuin. Nous devons admettre aujourd'hui un gâchis de 20, 30 ans. Depuis le premier choc économique des années 70, on s'est illusionné sur notre maîtrise des outils économiques et financiers sans les remettre en cause. Aujourd'hui, devant la financiarisation débridée de notre société, nous devons l'admettre : nous sommes en échec. » Le ministre bruxellois de l'Économie ne s'épargne pas : lui aussi, il y a cru ; lui aussi, il a participé à ce système. Avant une prise de conscience il y a une dizaine d'années.

« Je ne crois plus aux re-

*cettes néolibérales d'aus-térité: elles mènent à l'impasse et ne font qu'augmenter les inégalités, qui mettent en péril notre système démocratique et la crédibilité même du politique.»*

Pour Didier Gosuin, le monde politique actuel continue de s'illusionner, « parce que la classe poli-

tique, comme tout citoyen, a peur du changement et préfère s'accrocher à cette idée que les choses s'amélioreront si on comprime encore un peu plus le budget de la Sécurité sociale. C'est faux ! Ce qui ne veut pas dire qu'il faut ouvrir les vannes. »

Au-delà du constat socio-économique, le ministre Défi s'inquiète également de « l'absence de cohésion » de notre société.

Là encore, il pointe une classe politique qui banalise les discours de rejet : « Pourquoi le citoyen aurait-il une attitude plus humaniste que M. Francken, qui est quand même le représentant de tous les Belges ? », s'interroge-t-il.

## Des mécanismes de contrôle

Didier Gosuin se revendique d'une société ouverte, d'une « société aux valeurs universelles », comme le porte son parti. Selon lui, il est indispensable, d'une part, de reconnaître les discriminations dont fait l'objet la population d'origine immigrée. Et, d'autre part, de promouvoir un socle de valeurs communes à inscrire dans la Constitution. Et d'être très clair là-dessus : faire passer les lois de l'islam au-des-

sus des lois belges, par exemple, comme l'admettent 29 % des musulmans, n'est pas admissible.

Le ministre n'est donc pas tendre avec la classe politique... dont il fait partie. En charge des matières économiques et de l'emploi, il a fait de la lutte contre les discriminations une de ses priorités. Et plaide pour des mécanismes de contrôle des politiques mises en place : « Pour l'instant, c'est la guerre des communiqués. Tel gouvernement affirme qu'il a créé x milliers d'emplois. Puis, un autre parti livre sa propre analyse. Le politique doit accepter de se soumettre à la rigueur d'une évaluation indépendante. »

Didier Gosuin en appelle aussi à l'exemplarité du politique. Kazakhgate, Publifin... : des affaires où la réaction politique est un peu faible, juge le ministre. « Ils vont dire pardon », « ils vont rembourser »... Non ! Ces gens ne sont plus dignes d'être des représentants de la démocratie ! »

Quid de la classe politique elle-même ? Doit-elle changer, se renouveler ? « Si on ne change pas la méthodologie, la pratique politique, changer les individus ne serait qu'un artifice. Ce dont nous avons besoin, c'est qu'un autre discours politique émerge. Un discours clair qui offre un récit politique plus enchanteur que celui qu'on propose aujourd'hui. »

Le ministre Défi en appelle aussi au citoyen et salue les nombreuses initiatives de « renaissances » : « Notre société n'est pas morte ! Personnellement, je ne veux pas d'un petit Mussolini ici, ni de sociétés fracturées. J'appelle les citoyens à s'emparer du débat politique ! » ■

ELODIE BLOGIE

## Jean-Pascal Labille

Membre influent du PS, il n'exerce aucun mandat électif. Il fut toutefois sous Di Rupo ministre fédéral des Entreprises publiques, de la Coopération au développement et de la Politique des grandes villes. Son action, il la mène désormais depuis ses mandats professionnels : il est secrétaire général de l'Union des mutualités socialistes, président du Conseil d'administration de la SRIW et président de la Fondation « Ceci n'est pas une crise ».

**« Noir Jaune Blues »,  
version 2017**

En 1997, un an après la Marche blanche, une vaste étude de l'état de l'opinion publique en Communauté française avait été réalisée à la demande du *Soir*. L'institut de recherche en sociologie Survey&Action avait mené ce travail publié alors sous le titre de « Noir Jaune Blues ». Presque vingt ans plus tard, un nouveau « Noir Jaune Blues » vous est livré. Cette fois, l'enquête d'opinion que relaient *Le Soir* et la RTBF est étendue à tout le pays. Il s'agit d'un travail d'ampleur puisqu'il a permis de recueillir le sentiment de quelque 4.700 Belges face aux grands thèmes actuels. Bien sûr, de l'eau a coulé sous les ponts en vingt ans. En 1997, la Belgique était comme frappée de torpeur par l'affaire Dutroux. Aujourd'hui, ce sont les attentats qui marquent les esprits. La tuerie du Musée juif, *Charlie Hebdo*, Paris et Bruxelles... ont fatalement influencé les personnes sondées lorsqu'elles ont eu à se prononcer sur leur rapport à la politique, à la démocratie, au vivre-ensemble, à la crise, au futur. Au bout du compte, c'est un portrait plutôt sombre de la Belgique de 2017 que brosse cette seconde édition de « Noir Jaune Blues ». Les Belges ne croient plus dans le riant avenir. Leur défiance à l'égard des institutions atteint la cote d'alerte. Ils se sentent lâchés par l'Etat dans un monde qu'ils ne comprennent plus. Beaucoup ne croient plus qu'en eux. La Fondation « Ceci n'est pas une crise » est à l'initiative de ce « Noir Jaune Blues » bis. Son travail a notamment été financé par la Fondation Roi Baudouin. Comme en 1997, le sociologue Benoît Scheuer a piloté l'enquête d'opinion en collaboration avec les chercheurs/sociologues Stephen Bouquin, Dominique Trembloy, Isabelle Sequaris et Vincent Scheltiens. La réalisation technique des enquêtes a été confiée par Survey&Action à l'institut Dedicated.